

Rés. PAIX POUR LE CONGO
Strada Cavestro n°16
Loc. Vicomero
43056 San Polo-Torrile (PR)Italie
tel-fax : 0521/314263
E-mail : info@paceperilcongo.it
Web: www.paceperilcongo.it

Rwanda Actualité

Supplément
10 mars 2011

SOMMAIRE

1. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME, UNE AUBAINE POUR LES RÉGIMES DICTATORIAUX: LE CAS DU RWANDA.
2. PAUL KAGAMÉ: «OUR KIND OF GUY»

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME, UNE AUBAINE POUR LES REGIMES DICTATORIAUX : LE CAS DU RWANDA.

Depuis l'attaque du 11 septembre 2001 sur le World Trade Center de New York, le président des Etats-Unis d'alors, George W. Bush, a fait de la lutte contre le terrorisme une priorité absolue. Dans cette nouvelle croisade il a invité ses traditionnels alliés à le rejoindre et a ordonné à ses protégés d'appliquer ses consignes en matière de lutte contre ce « nouvel ennemi du monde libre » que lui seul devait identifier. Les alliés traditionnels l'ont accompagné dans l'aventure irakienne et afghane où ils sont jusqu'à ce jour empêtrés. Les régimes installés par l'Amérique triomphante ou qui ne doivent leur survie qu'au soutien militaire ou financier des USA ont obtempéré, tandis que d'autres se sont engouffrés dans la brèche pour mener une lutte féroce contre toute opposition en l'assimilant au terrorisme. L'Organisation des Nations Unies est aussi mise à contribution et n'hésite pas à qualifier des mouvements opposés aux régimes soutenus par les USA de « terroristes ».

Lutte contre l'islamisme

Au nom de la lutte contre l'islamisme, l'Occident mené par les USA va laisser les régimes corrompus et rétrogrades régner en Egypte et en Tunisie jusqu'aux révoltes populaires du début 2011 qui va les balayer. Même en Afrique, les USA ont « installé » ou soutenu des régimes les plus répressifs qui soient à condition qu'ils apparaissent comme des remparts contre l'islamisme dans la région. En Ethiopie, la dictature de Meles Zénawi est chouchoutée car il est censé contrer l'islamisme en Somalie voisine. Yoweri Museveni règne en maître absolu sur l'Ouganda depuis 25ans pour simplement être perçu comme un rempart contre l'islamisme au Sud-Soudan.

Les nouveaux dictateurs s'engouffrent dans la brèche

Les dictateurs, surtout ceux qui sont arrivés au pouvoir par les armes comme Yoweri Museveni d'Ouganda ou Paul Kagame du Rwanda, ont vite fait de réaliser tous les avantages qu'ils peuvent tirer de cette obsession de l'Amérique contre tout ce qui est qualifié de « terrorisme ». En Ouganda, après avoir présenté la rébellion dénommée Lord Resistance Army (LRA) comme une organisation mystico-religieuse, Museveni a vite convaincu les USA et donc la communauté internationale, que cette opposition armée était un mouvement terroriste. La LRA figure donc comme tel sur la liste de l'ONU et doit être éradiquée sans ménagement. Pourtant, au départ, ces combattants originaires du Nord de l'Ouganda entendaient protester contre les massacres commis par les combattants tutsi qui ont installé Museveni au pouvoir à Kampala en 1986 et qui, sous le commandement d'un certain Paul Kagame, commettaient des massacres sur la population innocente d'ethnie Acholi.

Le Rwanda de Paul Kagame et l'épouvantail « FDLR »

Depuis que les Nations Unies, sur instigation des USA et à la requête du Rwanda, ont inscrit une organisation dénommée FDLR sur la liste des organisations terroristes, le régime dictatorial en use et en abuse à volonté. Tout opposant qui ose revendiquer ses droits est aussitôt accusé d'être de mèche avec les FDLR et ainsi discrédité. Même les anciens rebelles du FPR actuellement au pouvoir qui osent dire publiquement qu'ils en ont assez d'une dictature brutale et corrompue de Paul Kagame sont présentés par le régime comme étant de connivence avec les FDLR, dont des terroristes infréquentables. Le régime de Paul Kagame pousse le bouchon trop loin puisqu'il arrive même à associer des personnalités de la société civile mais qui dénoncent le manque de liberté, aux mêmes FDLR et donc eux aussi qualifiés de terroristes. C'est le cas de Paul Rusesabagina, qui a inspiré le film « Hôtel Rwanda », et qui fut un temps considéré par le régime du FPR et les parrains américains de Kagame comme un héros avant d'être la cible des attaques du régime de Paul Kagame quand il a osé dénoncer sa dérive dictatoriale. Même le grand argentier du FPR, celui-là même qui a financé dès 1990 la reconquête du Rwanda par des éléments tutsi issus de l'armée régulière ougandaise jusqu'à la prise de Kigali en juillet 1994 n'est pas épargné. Pour être actuellement en conflit avec l'entourage du dictateur Kagame, Tribert Rujugiro, actuellement en exil en Afrique du Sud, est accusé lui aussi de collaborer avec un mouvement terroriste à savoir les FDLR.

Qui sont les FDLR ?

Le mouvement politico-militaire qui s'est donné le nom de « Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda » (FDLR) est né en 2001 à la suite du démantèlement des camps des réfugiés hutu en ex-Zaïre et des massacres des milliers d'entre eux par l'armée de Paul Kagame commis depuis 1996. Les rescapés de ces massacres que le « Mapping Rapport » de l'ONU a publié en octobre 2010 qualifie de « crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et peut-être de génocide », n'ont eu d'autres choix que de se constituer en force d'auto-défense pour résister à la chasse à l'homme à laquelle se livrait l'armée de Paul Kagame. Sur le plan politique, les FDLR réclament un dialogue avec le régime, préalable à leur retour au Rwanda dans la dignité et en toute sécurité.

Gestion du problème des FDLR par le régime de Kigali

Kigali a toujours qualifié les FDLR dans leur ensemble comme des « génocidaires » et a toujours refusé de dialoguer avec ce mouvement, car « on ne négocie pas avec des génocidaires ».

Ce refus de dialogue avec les réfugiés rwandais se trouvant en RDC et défendu par les FDLR permet ainsi à Paul Kagame de rester en RDC, d'exploiter des gisements de minerais tout en criant à la menace que constitueraient les FDLR. La réalité est qu'il a plus besoin des FDLR en RDC que les concernés eux-mêmes qui ne demandent qu'à rentrer au Rwanda en toute dignité.

Parallèlement, Kigali a fait croire à la communauté internationale que la déstabilisation de la région est le fait des mêmes FDLR, alors que c'est de Kigali que partaient toutes les rébellions qui ensanglantent l'Est de la RDC (AFDL, RCD, CNDP).

En 2008, grâce à ses réseaux mafieux et à son penchant pour corrompre, Paul Kagame a effectué un coup de génie en réussissant à faire inscrire les FDLR sur la même liste des mouvements terroristes tel que Al Qu'Aïda ! Pour y arriver, il a eu recours aux ONG dites de Défense des Droits de l'Homme mais qui sont en fait des cabinets de promotion du FPR comme « Africa Rights » de Rakiya Omar ou « Redress » de même acabit. Ce sont ces pseudo-défenseurs des droits de l'homme qui vont approcher les fonctionnaires de l'ONU et d'autres « spécialistes de la région » pour leur vendre l'analyse et les recommandations rédigées par les services secrets de Paul Kagame qui seront ensuite présentées comme « Rapport d'Experts des Nations Unies ».

Exploitation politique des vrais-faux rapports des Nations-Unies

Aussitôt, après avoir réussi à faire inscrire les FDLR sur la liste des organisations terroristes, le régime dictatorial de Paul Kagame va l'exploiter à fond. En effet, c'est en novembre 2009 qu'un panel d'experts aussi inconnus que partiaux (Dinesh Mahtani, Raymond Debelle, Muctar Kokouma Diallo, Christian B ; Dietrich et Claudio Gramizzi) ont apposé leurs signatures au bas d'un document sorti tout droit des services de renseignement rwandais comme étant un rapport des Nations -Unies démontrant le caractère « terroriste » des FDLR .

Le dictateur va demander et obtenir l'arrestation des leaders politiques des FDLR vivant en Occident. Certains seront même accusés de crimes précis qu'ils auraient personnellement commis en RDC alors qu'ils n'y ont jamais mis les pieds.

Kagame, sa presse et sa justice n'y vont pas par quatre chemins. Tous les opposants politiques qui ont voulu le défier lors des élections de 2010 sont actuellement incarcérés sous l'inculpation d'être de connivence avec un mouvement terroriste : les FDLR. Victoire Ingabire est ainsi maintenue dans la sinistre prison de 1930 pour ce chef d'inculpation. Pour monter des dossiers contre les opposants, Paul Kagame courtise plus que jamais les combattants des FDLR vivant en RDC. Il remue ciel et terre pour en rapatrier quelques uns à coup de milliers de dollars, de promesses et de menaces. Une fois rentrés au Rwanda, l'ex-combattant est briefé et sommé de condamner tel ou tel opposant politique qu'il n'a peut-être jamais vu.

Pour charger la présidente des FDU, Victoire Ingabire, les services secrets de Kagame ont retrouvé des anciens élèves officiers de 1994 qui vivaient dans la jungle du Congo depuis 1994 mais qui aujourd'hui témoignent être au courant des activités politiques de Victoire Ingabire qu'ils n'ont jamais rencontrée. De même, après l'exil et la déclaration politique des quatre anciens hauts cadres du FPR (Kayumba-Rudasingwa-Karegeya-Gahima), Kagame s'est empressé de trouver un ex-combattant des FDLR qui affirme que ces quatre sont en liaison avec eux . Pourtant ce pauvre candidat sous-lieutenant en 1994, bombardé Colonel pour la circonstance à savoir, charger la bande à Kayumba, n'avait jamais entendu parler de ces personnalités autrement que par la presse officielle. Plus ridicule encore, le régime Kagame est en train de demander à un pauvre combattant malade qui rentre de Masisi où il ne pouvait même pas savoir ce qui se passe à Goma, de dire qu'il a suivi les tractations entre les FDLR et le milliardaire Tribert Rujugiro en Afrique du Sud ! Tout cela parce que cet homme d'affaires est en conflit avec le régime Kagame dont il a financé la guerre de conquête. Il doit absolument être accusé de collaborer avec un mouvement terroriste.

En conclusion

L'épouvantail des FDLR a été créé et est entretenu par Paul Kagame lui-même pour lui permettre de continuer à faire la pluie et le beau temps dans l'Est de la RDC, notamment en pillant allègrement des richesses et en pourchassant ses opposants. La reddition de quelques combattants fatigués ou manipulés lui permet de disposer de témoins à charge contre n'importe qui dès lors qu'il est parvenu à présenter les FDLR et tous ceux qui les fréquenteraient comme des terroristes.¹

PAUL KAGAME: «OUR KIND OF GUY»

Et si nous n'avions rien compris aux massacres qui ont ravagé le Rwanda ? Pour Edward S. Herman et David Peterson, il ne serait pas agi d'un génocide des tutsis par le Hutu

¹ Cf Le blog de Gaspard Muabyimana, 02.03.'11

<http://gaspard-muabyimana.over-blog.com/article-la-lutte-contre-le-terrorisme-une-aubaine-pour-les-regimes-dictatoriaux-le-cas-du-rwanda-68393081.html>

Power, mais d'une guerre secrète des Etats-Unis ayant coûté la vie tout autant à des hutus qu'à des tutsis. Au centre de ce jeu sanglant : l'impénétrable Paul Kagamé.

Le président rwandais Paul Kagamé, auteur d'un double génocide, a débarrassé le Rwanda de toute menace sociale ou démocratique avant de l'aligner fermement sur l'Occident, livrant le pays aux investisseurs étrangers. Plus tard, et pour plus de profits encore, Kagamé a facilité le pillage des ressources du Zaïre voisin et ouvert des opportunités d'investissement pour ses propres associés et les investisseurs nord-américains ou européens, dans cet immense réservoir de ressources minières d'Afrique centrale rebaptisé République Démocratique du Congo (RDC), en 1997, lors de la Première Guerre du Congo (1996-1998).

Pendant des années, les médias occidentaux ont fait de Kagamé le sauveur du Rwanda, celui qui aurait soi disant mis fin au génocide de 1994 perpétré contre sa propre minorité ethnique, les tutsis, par les hutus, majoritaires dans le pays. Ses supporters et lui-même n'ont dès lors eu de cesse de présenter l'invasion du Zaïre-RDC par les troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR) comme la légitime volonté de traquer sans relâche les génocidaires Hutus qui avaient fui le Rwanda pendant le conflit, puis suite à la prise de pouvoir de Kagamé. Depuis longtemps considérée comme fallacieuse par des dissidents marginalisés, cette excuse est enfin publiquement mise en cause et jusqu'au sein même de l'establishment, à la suite d'une fuite dans la presse, puis de la vaste mise en circulation d'un **pré rapport de l'ONU à l'attention du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme**.

Non seulement ce pré rapport dresse l'inventaire des exactions massives commises en RDC sur une période de dix ans, mais c'est précisément au FPR qu'il attribue la responsabilité des plus graves d'entre elles. « *Nul ne saurait nier que des massacres ethniques aient effectivement été perpétrés et que la majorité des victimes aient été des hutus du Burundi, du Rwanda et du Zaïre* » explique ce rapport, citant les résultats d'une enquête de l'ONU de 1997 (parag. 510). Et lorsqu'on en fait le décompte, « *l'échelle à laquelle ces crimes ont été commis et le grand nombre des victimes* », de même que « *la nature systématique des attaques contre les hutus qui ont été inventoriées... en particulier dans le Nord Kivu et le Sud Kivu... suggèrent qu'il y a eu préméditation et qu'on y a suivi une méthodologie précise* » (parag. 514). Dans la section consacrée au crime de génocide, le rapport conclut : « *Les attaques systématiques dans presque tout le pays... lesquelles visaient un très grand nombre de réfugiés hutus du Rwanda et de membres des populations civiles hutues, se traduisant par leur extermination, révèlent un grand nombre de circonstances aggravantes qui, si elles devaient être prouvées devant une cour compétente, pourraient alors être qualifiées de crimes de génocide* » (parag. 517).

Comme l'expliquait **Luc Cote**, ancien investigateur et directeur du bureau légal au Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) : « *Pour moi, c'était ahurissant, je voyais au Congo une manière de procéder que j'avais déjà observée au Rwanda. C'était la même chose. Il y a des dizaines et des dizaines d'incidents où on retrouve la même manière de procéder. C'était fait de façon systématique* ».

Mais ce n'était pas la première fois qu'on dénonçait à l'ONU les opérations génocidaires de Kagamé au Rwanda et en RDC.

Bien avant l'enquête de 1997 évoquée ci-dessus, **l'exposé de Robert Gersony** devant l'ONU, en 1994 —dont la version écrite a pu être conservée— faisait déjà état de « *massacres systématiques sur de longues périodes et de persécutions de populations civiles Hutues par le [FPR]* », dans le Sud du Rwanda entre avril et août 1994, ainsi que de « *massacres indiscriminés à grande échelle, d'hommes, de femmes et d'enfants, malades et vieillards compris...* ». Dans ce rapport, Gersony estimait entre 5.000 et 10.000 le nombre de hutus exterminés chaque mois depuis avril 1994. Il est important de

souligner qu'à l'époque, les membres de cette commission décidèrent de classer « *Confidentiel* » le témoignage et les preuves qu'apportait le rapport Gersony, et ordonnèrent « *qu'il ne puisse être accessible qu'aux seuls membres de la Commission* », lesquels s'empressèrent d'ailleurs d'en enterrer immédiatement les conclusions, comme en témoigne la lettre de M. François Fouinat sur le HCR à l'attention de Mme B. Molina-Abram de la Commission d'experts, 11 octobre 1994.

Parmi les nombreux rapports de l'ONU sur la RDC, le second de la série de **rapports du Panel d'Experts des Nations Unies sur L'Exploitation illégale des ressources naturelles et autres types de richesses en République Démocratique du Congo** est particulièrement intéressant. Les experts de l'ONU y estimaient que, jusqu'à septembre 2002, on pouvait dénombrer quelque 3 millions et demi de morts en excès [par rapport à la normale en temps de paix] dans les cinq provinces de l'Est du Congo, « *conséquence directe de l'occupation de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda* » (parag. 96). Ce rapport rejetait en outre l'excuse du régime de Kagamé selon laquelle le maintien d'une partie de ses troupes à l'Est du Congo se trouvait justifié par la nécessité de défendre le Rwanda contre des forces hutues qui terrorisaient les régions frontalières et menaçaient de les envahir. En réalité, « *l'objectif réel à long terme est... d'y "sécuriser leurs conquêtes"* », rétorquait le rapport (parag 66). Malgré cela, et bien que personne n'ait jamais ordonné la suppression de ce rapport, contrairement à celui de Gersony, les médias occidentaux l'occultèrent totalement. Pourtant, ces 3 millions et demi de morts en trop dépassaient très largement le nombre maximum de victimes imputables aux auteurs présumés du « génocide du Rwanda » de 1994.

De toute évidence, cette occultation tient au fait que le régime de Kagamé est avant tout un régime client des USA, dont les sanglantes opérations au Congo s'accordaient parfaitement à la politique états-unienne d'ouverture en force du pays aux appétits des affairistes et du secteur minier US et occidental.

Interrogé sur les fuites de ce rapport, **Philip Crowley**, assistant du secrétaire d'État US alla jusqu'à reconnaître: «*Nous avons effectivement un lien particulier avec le Rwanda, en dehors de la tragique histoire du génocide et d'autres événements des années 1990. Le Rwanda a joué un rôle constructif dans la région récemment. Il a joué un rôle important dans un grand nombre de missions de l'ONU. Il est dans notre intérêt d'aider les forces armées à se professionnaliser. Et nous y mettons le paquet dans différentes régions du monde. Nous y avons donc engagé le Rwanda*».

Le premier article paru dans le *New York Times* au sujet du pré rapport de l'ONU était signé Howard French.

Les journalistes occidentaux n'abordent jamais le probable génocide en RDC sans le justifier tant soit peu en l'inscrivant systématiquement dans le contexte du génocide rwandais de 1994, où le prétendu sauveur providentiel, Kagamé, aurait mis fin aux hécatombes de tutsis organisées par les hutus. Dans la plupart des reportages des grands médias occidentaux, il y a au départ un premier génocide, celui des tutsis par les hutus, auquel semble désormais avoir répondu ensuite un second génocide perpétré cette fois par les tutsis contre les hutus.

Mais ce prétendu contexte repose entièrement sur un mensonge monumental de l'establishment au sujet du premier génocide, et à y regarder de près, la prodigieuse difficulté qu'il y a aujourd'hui à faire passer l'information concernant les massacres de masse qui ont ensanglanté la RDC, n'est manifestement pas sans rapport avec ce mensonge. En d'autres termes : dès lors que Kagamé est au service des intérêts des USA et d'autres puissances impériales occidentales, pour les responsables occidentaux et les médias, la documentation concernant les crimes qui lui sont imputables ne mérite

absolument pas qu'on s'y attarde. La vérité qu'Howard French et consorts ne peuvent reconnaître, c'est que le véritable génocide de 1994 était, lui aussi, fondamentalement l'œuvre de Paul Kagamé, fort du soutien de Bill Clinton, des Britanniques, des Belges, de l'ONU et des médias.

Bien qu'il se maintienne au pouvoir principalement par la force, l'hégémonie régionale de Kagamé dépend fondamentalement du mythe qui l'institue en sauveur du Rwanda. Or il a d'ailleurs fait de la « *négarion de génocide* » un crime majeur. La version officielle du « *génocide rwandais* » n'étant pas contestable au Rwanda, tous ceux qui mettent en cause son pouvoir peuvent être aussitôt accusés de « *négarion de génocide* » et de « *divisionnisme* », et être poursuivis pour crimes contre l'Etat du Rwanda. C'est sur cette base que l'avocat états-unien Peter Erlinder, principal avocat de la défense au TPIR a été arrêté en mai 2010, dès son arrivée au Rwanda où il venait défendre Victoire Ingabire Umuhoya, candidate d'un parti d'opposition Hutu, elle aussi écrouée et interdite de se présenter aux élections. Bien qu'Erlinder ait été libéré sous caution en juin, son arrestation et la répression systématique des partis d'opposition et de leurs candidats à la veille des élections du mois d'août étaient plutôt embarrassantes pour les défenseurs de l'image consacrée du sauveur du Rwanda.

Concernant le caractère mythique de cette version officielle :

- Il est communément admis que 'l'élément déclencheur' du premier génocide fut l'attentat qui détruisit en vol l'appareil qui ramenait à Kigali les présidents hutus du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira. Il y a pléthore de preuves attestant que cet attentat a été organisé par Paul Kagamé. C'est précisément ce qu'en avait conclu Michel Hourigan, investigateur commandité par le TPIR et qui enquêtait sur le sujet en 1996. Mais le rapport d'enquête qu'il présenta à Louise Arbour fut laissé de côté après consultation avec des émissaires des Etats-Unis, et pendant les treize années qui suivirent, le TPIR se dispensa d'enquêter davantage sur cet 'élément déclencheur'.
- La conclusion d'une autre enquête, encore plus détaillée et dirigée par le juge français Jean-Louis Bruguière sur ce même 'élément déclencheur', est que Kagamé avait besoin de « *l'élimination physique* » d'Habyarimana, pour s'emparer du pouvoir au Rwanda avant les élections présidentielles qu'exigeaient les Accords d'Arusha. Ces élections, Kagamé n'avait littéralement aucune chance de les remporter car son groupe ethnique d'origine, les tutsis, était numériquement de très loin inférieur à celui des hutus. Bruguière souligna aussi qu'au Rwanda, en 1994, la seule force parfaitement organisée et prête à frapper était le FPR. Politiquement faible mais militairement fort, le FPR de Kagamé frappa d'ailleurs effectivement et, dans les deux heures qui suivirent l'assassinat d'Habyarimana, son attaque générale contre le gouvernement du Rwanda fut déclenchée dans tout le pays. On peut donc en déduire que les dirigeants du FPR savaient d'avance ce qui allait se passer et se tenaient prêts à agir, leur réaction ayant été planifiée et organisée à l'avance. Inversement, il semble que les planificateurs hutus de la version mythique que l'establishment donne de ces événements étaient plutôt désorganisés, dépassés et furent rapidement surpassés. En effet, en moins de cent jours, Kagamé et le RPF avaient pris le contrôle du Rwanda.
- Kagamé a été formé à Fort Leavenworth, au Kansas. Il a ensuite constamment bénéficié d'un soutien diplomatique et matériel des USA, depuis le jour où il a pris le commandement du FPR, au lendemain de l'invasion du Rwanda par l'Ouganda et le FPR, en octobre 1990 jusqu'à l'assaut final contre l'Etat Rwandais, qui commença le 6 avril 1994. Au cours de cet assaut, alors que le « *génocide* » était supposé avoir commencé

depuis longtemps, les membres restants du gouvernement rwandais pressèrent l'ONU d'envoyer davantage de Casques Bleus au Rwanda pour contenir les violences. Mais Paul Kagamé, voyant sa victoire assurée, ne tenait pas spécialement à voir davantage de Casques Bleus au Rwanda et — Surprise ! — les Etats-Unis s'opposèrent fermement à l'envoi de troupes onusiennes supplémentaires. Le Conseil de Sécurité réduisit même drastiquement le contingent de Casques Bleus au Rwanda — ce qui, en fait, ne colle pas vraiment avec la version officielle, selon laquelle la principale responsabilité de ces 100 jours de massacres est imputable au *Hutu Power* et à son extermination planifiée. Les excuses de Bill Clinton, en 1998, au nom de la « *communauté internationale* » pour « *n'avoir pas agi assez rapidement après le début des massacres* » sont d'une hypocrisie absolument inqualifiable. Loin d'avoir failli à un prétendu objectif humanitaire, qu'elle n'a jamais eu, l'administration Clinton a au contraire facilité la conquête du Rwanda par Kagamé, et partage pleinement avec lui la responsabilité des exactions commises au Rwanda et de celles dont le FPR s'est si féroce ment couvert en RDC pendant tant d'années.

- Pour ce qui est des preuves des massacres, il n'y a bien sûr pas le moindre doute que de très nombreux tutsis ont été tués, quoique manifestement dans des poussées de violence sporadiques, localisées et vengeresses, plutôt que dans l'exécution méthodique d'une opération planifiée par les dirigeants hutus. En réalité, seules les forces de Kagamé semblent avoir exterminé de façon systématique et planifiée. Mais l'ONU et les Etats-Unis ont tout fait pour minorer ces tueries. Non seulement le rapport Gersony, de 1994, sur les massacres de Hutus fut envoyé aux oubliettes par l'ONU, mais un mémorandum interne du secrétariat d'Etat US daté de septembre 1994, et qui faisait clairement état de « *quelque 10 000 civils hutus par mois, voire davantage* » exterminés par les forces tutsies, serait lui aussi définitivement passé à la trappe si Peter Erlinder ne l'avait exhumé et produit comme pièce à conviction devant le TPIR. Lorsque les universitaires américains Christian Davenport et Allan Stam, initialement chargés par le TPIR de documenter les massacres commis au Rwanda en 1994, arrivèrent à la conclusion que « *la majorité des victimes étaient hutues et non tutsies* », on s'empressa de les congédier. « *Les massacres dans les zones contrôlées par les FAR [Forces Armées Rwandaises] semblaient augmenter à mesure que le [FPR] s'enfonçait dans le pays et annexait davantage de territoires* », écrivent-ils, résumant ce qu'ils considèrent comme « *les résultats les plus choquants* » de leur recherche. « *Lorsque [le FPR] avançait, les massacres de masse augmentaient. Lorsqu'il s'arrêtait, les massacres de masse diminuaient considérablement* ».

Le FPR, dont les avancées s'accompagnaient systématiquement de vagues de massacres, furent capables de conquérir le Rwanda en une centaine de jours à peine. N'aurait-il pas été invraisemblable que les forces tutsies de Kagamé, les seules forces armées réellement organisées à l'intérieur du Rwanda en 1994, aient été incapables d'empêcher que le nombre de tutsis massacrés ne dépasse très largement le nombre de hutus tués, comme le revendique la version officielle du « *génocide rwandais* » ? C'est effectivement incroyable et ce devrait d'ailleurs être clairement reconnu comme un pur mythe de propagande.

- D'ailleurs, ce mythe n'est pas compatible non plus avec les proportions réelles de la population rwandaise. Selon le recensement national officiel de 1991, peu avant le génocide la population du Rwanda était composée à 91 % de Hutus, à 8,4 % de tutsis, à 0,4 % de twa et à 0,1 % de représentants d'autres groupes ethniques. De sorte que sur un total de 7.099.844 habitants en 1991, la minorité tutsie ne représentait au Rwanda que 596.387 personnes, pour une population hutue de 6.467.958 habitants. En outre, comme

le soulignent Davenport et Stam dans leur article du *Miller-McCune*, l'organisation IBUKA des survivants tutsis du génocide estime à environ 300.000 le nombre de tutsis ayant survécu aux massacres de 1994. Ce qui signifie que « *sur 800.000 à un million de victimes supposées du génocide, plus de la moitié étaient hutus* ». Et il semble même extrêmement probable que ce soit largement plus de la moitié des personnes massacrées au Rwanda entre avril et juillet 1994, qui étaient en réalité des hutus. Et bien évidemment, après la prise de pouvoir du FPR, en juillet 1994, les massacres de hutus à l'intérieur même du Rwanda comme en RDC continuèrent de plus belle pour une décennie et demi de plus.

Conclusion

Cette affaire de fuite d'un rapport de l'ONU et la très mauvaise publicité qu'aura valu à Kagamé son simulacre de réélection, en août 2010, imposeront-ils aux médias occidentaux de se montrer un peu plus honnêtement critiques à l'égard de cet exterminateur made in USA ? Rien n'est moins sûr, vu les précieux services qu'il rend à la super-puissance US en Afrique.²

² Cf Edward S. Herman, David Peterson – 03.01.'11
http://www.alterinfo.net/Paul-Kagame-Our-Kind-of-Guy_a53364.html